



## Message 2020-DIAF-59

14 septembre 2021

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la fusion du Service de l'agriculture et de Grangeneuve

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent message à l'appui d'un projet de loi sur la fusion du Service de l'agriculture et de Grangeneuve.

#### 1. Introduction

Au moment où le canton développe le Campus Grangeneuve-Posieux, qui alliera sur un même lieu la recherche agronomique fédérale (Agroscope), la formation, le conseil, la vulgarisation et la production agricoles, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) a souhaité relocaliser et réorganiser son secteur agriculture et nature. La DIAF a ainsi décidé de regrouper, sur le site de Grangeneuve, le Service de l'agriculture (SAGri), l'Etablissement cantonal d'assurance des animaux de rente Sanima et le Service des forêts et de la nature (SFN). Le déménagement de ces services se fera progressivement en fonction des disponibilités des locaux sur le site de Grangeneuve. Sanima occupe depuis fin novembre 2019 des locaux auparavant loués à des tiers. Lorsque l'Ecole professionnelle Santé-Social aura quitté ses locaux à Grangeneuve, le SFN s'y installera également.

Dans le cadre de ce rapprochement «physique» entre le SAGri et l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (IAG), l'opportunité a été saisie d'analyser les synergies possibles afin d'augmenter l'efficacité des services, d'améliorer la gouvernance des tâches transversales et d'optimiser la collaboration avec les branches professionnelles.

A la suite de cette analyse, l'option de regrouper le SAGri et l'IAG, sous une même direction, a été retenue. Elle permettra de développer les synergies communes. En effet, le regroupement de la formation qui, nous le rappelons concerne non seulement l'agriculture mais aussi d'autres champs d'activités (horticulture, sylviculture, lait et agro-alimentaire, intendance, activité d'accueil et de para-hôtellerie), du conseil et de l'exécution sous une seule direction formera une grande entité organisationnelle qui permettra, à moyen terme, d'utiliser et de développer au mieux les potentiels existants.

En date du 30 mars 2021, le Conseil d'Etat a donc validé le principe de la fusion entre le Service de l'agriculture et l'IAG. La nouvelle structure ainsi créée portera désormais simplement le nom de «Grangeneuve». Elle permettra notamment

de faire face à l'augmentation des dossiers transversaux et à leur complexification. En effet, une réduction du nombre de partenaires dans les dossiers interservices et inter-directionnels conduit à une meilleure efficacité. De plus, l'activité de conseil général pourra être améliorée notamment pour des projets collaboratifs de la politique agricole (réseaux écologiques, qualité du paysage, Stratégie agricole régionale SAR) ou des thématiques en lien avec les ressources (protection du sol (ex. érosion), plan d'action phyto, protection de l'eau). Les intérêts fribourgeois dans les groupes nationaux et inter-cantonaux pourront également être mieux représentés. Cette réorganisation devrait, à moyen terme, aussi permettre d'anticiper et de mieux appréhender les tâches croissantes venant de la Confédération.

Il convient de souligner que le but de cette restructuration n'est pas d'économiser des ressources mais plutôt d'offrir de meilleures prestations et de gérer de manière plus efficiente la complexification des tâches avec les mêmes moyens.

Le présent projet de loi a comme but de concrétiser la fusion entre le SAGri et l'IAG, en adaptant les différents textes de loi à la nouvelle structure de Grangeneuve. Les principales lois concernées sont notamment la loi du 3 octobre 2006 sur l'agriculture (LAGri, RSF 910.1), la loi du 23 juin 2006 sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAG; RSF 911.10.1) ainsi que la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF; RSF 917.1). D'autres lois sont également touchées mais cela concerne principalement le changement de nom.

En outre, il a été saisi l'occasion d'introduire dans la loi sur l'agriculture des modifications qui ont pour but de créer les bases légales nécessaires, au sens de la loi du 19 novembre 1999 sur les subventions (LSub,RSF 616.1) pour le subventionnement des mesures dans le domaine agricole notamment prévues dans le Plan d'action du canton de Fribourg visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole 2022–2025 (Plan Phyto). Il s'agit d'introduire une base légale générale qui permette à l'Etat de soutenir financièrement, dans le domaine agricole, les mesures qui préservent le sol agricole, l'eau, l'air et la biodiversité.

## 2. Commentaire des articles du projet

### Partie I

Le chiffre I contient les modifications proposées de la loi du 3 mars 2006 sur l'agriculture (LAgri, RSF 910.1).

#### *Article 5*

Actuellement, les objectifs généraux de la politique agricole sont fixés par le Conseil d'Etat pour une période de quatre ans. Il est proposé de passer à une période de cinq ans ce qui correspond à la durée d'une législature, ce qui est plus cohérent. Il est vrai qu'initialement la durée de quatre ans a été déterminée en fonction du rythme de la politique agricole fédérale, mais une orientation rythmée par législature semble faire plus de sens.

#### *Articles 7 et 8 LAgri*

Cet article correspond à une fusion entre les articles 7 et 8 actuels qui concernent le SAgri et l'IAG. Les compétences ont été regroupées pour Grangeneuve. En conséquence, l'article 8 doit être abrogé. Le détail des domaines de formation, dans lesquelles Grangeneuve est actif est précisé à l'article 18 la loi sur Grangeneuve.

#### *Article 15 LAgri*

Il s'agit simplement de modifier le nom.

#### *Article 35 à 38 LAgri*

Il s'agit d'introduire une base légale générale qui permette à l'Etat d'encourager et de soutenir l'application de méthodes et de processus d'exploitation, ainsi que l'utilisation et l'acquisition d'équipements et d'installations qui préservent le sol agricole, l'eau, l'air et la biodiversité. Le but est que l'Etat puisse promouvoir une utilisation efficiente et durable de ces ressources naturelles, par des aides financières sous forme de contributions non remboursables.

A ce titre, le 28 juin 2021, le Conseil d'Etat a d'ailleurs adopté le Plan Phyto et a soumis au Grand Conseil une demande de crédit d'engagement de 7,6 millions pour sa mise en œuvre.

Dans le domaine agricole, le Plan Phyto prévoit notamment de soutenir financièrement la réduction des applications de produits phytosanitaires et des risques liés à l'utilisation de ces produits (Mesure Agr-2 du Plan Phyto). Des incitations financières, subsidiaires ou complémentaires aux contributions fédérales, sont prévues pour l'acquisition d'équipements techniques, tels que buses antidérive et machines de désherbage mécanique, pour

le non-recours aux produits phytosanitaires de synthèse, en particulier les herbicides, ainsi que pour les mesures de réduction des émissions dues au ruissellement et au lessivage.

Les articles 35 à 38 sont donc modifiés afin d'instituer les bases légales nécessaires, au sens de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub, RSF 616.1), pour encourager notamment les mesures précitées.

La planification effective de l'engagement des montants sera proposée par le Conseil d'Etat dans le cadre des procédures budgétaires annuelles.

Le Conseil d'Etat règlera également les détails de l'attribution de ces subventions dans la réglementation d'exécution. Les montants maximums de ces contributions seront aussi fixés dans la réglementation d'exécution, raison pour laquelle l'article 37 peut être abrogé.

Les bénéficiaires de ces contributions sont d'abord les exploitants et les exploitantes éligibles aux paiements directs (art. 36 al. 1). Pour l'acquisition de machines, il est également prévu que les entreprises qui effectuent des travaux agricoles puissent aussi bénéficier des contributions (art. 36 al. 2).

#### *Article 41 LAgri*

Il s'agit, pour les décisions prises en application de la LAgri, de maintenir le statu quo pour ce qui concerne les autorités de recours compétentes et la procédure (possibilité de faire préalablement opposition pour contre certaines décisions, notamment celles relatives aux paiements directs). La DIAF reste donc autorité de recours de première instance, comme c'est le cas actuellement. Demeurent réservées les dispositions prévues par la législation spéciale, notamment la loi sur Grangeneuve.

### Partie II

Le chiffre II concerne la modification des actes législatifs ci-dessous:

#### *Chiffres 1, 2 et 5*

Cela concerne les lois suivantes:

- > la loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (LALBFA; RSF 222.4.3)
- > la loi du 1 mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (LDMG; RSF 635.1.1)
- > la loi du 14 septembre 2007 sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD; RSF 635.2.1)
- > la loi du 9 février 2012 sur l'approvisionnement économique du pays (LAE; RSF 903.1)

Pour ces différentes lois, il s'agit simplement de remplacer ou reformuler le nom des entités concernées, soit directement dans un article de la loi et/ou dans une note en bas de page.

#### *Chiffre 4*

Cela concerne la loi du 13 juin 2007 sur la sécurité alimentaire (LSAI; RSF 821.30.1), qu'il est proposé de modifier comme suit:

##### *Article 5 al. 1 let. b LSAI*

Actuellement, font partie de la commission de la sécurité alimentaire notamment le directeur ou la directrice de l'IAG ainsi que le chef ou la cheffe du Service de l'Agriculture. Il est proposé de maintenir le statu quo pour la composition de cette commission. Ainsi, en sus du directeur ou de la directrice de Grangeneuve, sera également membre le chef ou la cheffe de la section en charge de l'agriculture de Grangeneuve.

#### *Chiffre 6*

Il s'agit de modifier la loi du 23 juin 2006 sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAG; RSF 911.10.1) de la manière suivante:

##### *Nom*

Etant donné le nouveau nom, le titre de la loi doit être adapté. Ce sera désormais la loi sur Grangeneuve.

##### *Préambule*

Comme Grangeneuve reprend les tâches de l'actuel Service de l'agriculture, il devient également autorité d'application de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr, RS 910.1), de la loi cantonale du 3 octobre 2006 sur l'agriculture (LAgr; RSF 910.1) et de la loi cantonale du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF; RSF 917.1). Il est donc important de citer également ces lois dans le préambule.

##### *Articles 1, 3 à 6, 8 à 10 LIAG*

Il s'agit, dans différents alinéas de ces articles, de remplacer le mot «Institut» par «Grangeneuve» afin d'en adapter le nom. De plus, à plusieurs endroits, la mention «de l'Institut» a été supprimée.

##### *Article 2 al. 1 et 2 LIAG*

Il s'agit de préciser le statut de Grangeneuve qui demeure un établissement autonome. L'alinéa 2 qui concerne l'abréviation officielle doit être abrogé.

##### *Article 7 LIAG*

Il s'agit de formaliser la fonction de directeur adjoint ou directrice adjointe. La ou les personnes exerçant cette fonction participeront aux séances de la Commission consultative, ce qui est déjà le cas en pratique. Il s'agit également de formaliser la participation aux séances du ou de la Secrétaire général-e de la Direction. Pour le surplus, il s'agit de modifications en lien avec le nom.

##### *Article 11 al. 1 et al. 3 LIAG*

A l'alinéa premier, il est proposé d'intégrer tous les chef et cheffes de section dans le Conseil de direction. Ceci permet d'adapter la composition dudit conseil à la nouvelle structure de Grangeneuve laquelle est décrite dans le commentaire relatif à l'article 13 ci-dessous.

Dans l'alinéa 3, il s'agit simplement d'adapter la terminologie.

##### *Article 12 LIAG*

Le directeur ou de directrice de Grangeneuve devra désigner le directeur adjoint ou la directrice adjointe.

##### *Articles 12 à 16 LIAG*

En ce qui concerne la structure interne, il est proposé de limiter la mention au fait que Grangeneuve est structuré en sections. En effet, cette manière de faire permet de ne pas figer dans la loi l'organigramme et de laisser un potentiel de flexibilité dans l'organisation interne en la définissant dans le règlement. A la suite de la fusion avec le Service de l'agriculture, sous la direction, la nouvelle structure de Grangeneuve sera composée de 5 sections distinctes: la section «Agro-alimentaire», la section «Exploitations», la section «Formation», la section «Administration et services généraux» et la section «Agriculture». C'est par cette dernière section que seront reprises les tâches actuellement effectuées au sein du SAgri. En outre, le Centre de conseils agricoles (CCA) de Grangeneuve sera aussi intégré à cette section, y compris le service phytosanitaire. Les cinq sections seront à leur tour subdivisées en plusieurs secteurs.

Étant donné que les dispositions relatives à l'organisation interne seront développées dans le règlement au lieu de la loi, les articles 13 à 16 doivent être abrogés. Cependant leur contenu, sera repris de manière substantielle dans les normes réglementaires.

#### *Article 18 LIAG*

Les tâches actuelles du SAgri (art. 7 LAgri) ont été intégrées à cet article aux lettres a) et b) de l'alinéa 2. Pour le surplus, le texte relatif aux autres tâches demeure quasi inchangé. En effet, dans le deuxième alinéa, les lettres d) à f) reprennent intégralement le texte actuel des lettres a) à d). En ce qui concerne la lettre c), elle est modifiée pour bien préciser les domaines de formation, dans lesquelles Grangeneuve est actif. Ces domaines d'activités étaient précédemment énumérés dans l'article 8 al.1 LAgri. Le domaine de l'horticulture y a été ajouté.

#### *Art. 19 à 27, 31, 33 et 36 LIAG*

Il s'agit dans ces articles de les adapter au nouveau nom de Grangeneuve.

#### *Article 29 à 31 LIAG*

Ces articles sont en vue d'adapter la terminologie à la nouvelle organisation de Grangeneuve qui sera désormais structurée sous forme de sections.

#### *Article 32 LIAG*

Les décisions qui sont aujourd'hui prises par le SAgri peuvent faire objet d'un recours à la DIAF, puis au Tribunal cantonal. Quant aux voies de recours pour des décisions rendues par Grangeneuve, par exemple dans le domaine de la formation, elles sont différentes. Une décision du centre de formation peut faire l'objet d'un recours à la Direction de Grangeneuve, puis au Tribunal cantonal. Cet article est le corollaire de l'article 41 LAgri. Sa formulation permet ainsi le maintien de deux procédures de recours différentes en fonction du domaine concerné et de garder le statu quo actuel.

#### *Article 36 LIAG*

Il est proposé d'abroger cet article. En effet, le décret du 8 février 2000 concernant l'introduction dans l'administration cantonale, à titre expérimental, de la gestion par mandats de prestations a expiré le 31 décembre 2007, et depuis ce moment l'article 36 n'a plus de portée.

#### *Chiffre 7*

Cela concerne la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF; RSF 917.1) qu'il est proposé de modifier comme suit:

#### *Article 5 al. 1 et 3 (version allemande) LAF*

Grangeneuve n'étant pas un service mais un établissement, il ne peut pas être, à proprement parlé, qualifié de service des améliorations foncières agricoles et viticoles, mais il sera considéré comme tel. Dans la version allemande seulement, il faut également adapter l'alinéa 3 car il contient encore des anciennes dénominations.

#### *Articles 14 al. 1, 152 al. 2, 193 al. 1, 194 al. 1 et 195 al. 1 LAF*

Il s'agit simplement de remplacer le nom «Service de l'agriculture» par «Grangeneuve».

#### *Article 208 LAF*

Il s'agit de maintenir le statu quo actuel, à savoir que les décisions prises dans le cadre de la législation sur les améliorations foncières, sont sujettes à recours auprès de la Direction.

### **Partie III**

Aucune abrogation d'acte n'est prévue.

### **Partie IV**

Il est prévu de faire entrer en vigueur la nouvelle organisation le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### **3. Incidences financières et en personnel**

L'ensemble du personnel du SAgri est repris par Grangeneuve. La nouvelle organisation interne de la nouvelle section agriculture sera subdivisée en 8 secteurs, au lieu des 12 sections au total actuellement présentes entre le SAgri et le Centre de Conseils agricoles (CCA) de Grangeneuve. Comme déjà mentionné, ce projet de fusion n'a pas un objectif d'économie mais vise à améliorer les prestations en faveur de l'agriculture en utilisant au mieux les différentes synergies.

Le présent projet de loi a des incidences financières mais elles sont peu conséquentes. Le déménagement du SAgri sur le site de Grangeneuve se fera dans le bâtiment «U» où se trouvent actuellement les collaborateurs du CCA de Grangeneuve et différents locataires, dont Holstein Switzerland. A noter que la location payée aujourd'hui par le SAgri à Givisiez s'élève

à CHF 210 000, charges comprises. Au niveau du total des charges locatives, la fusion du SAgri et de l'IAG permettra une économie annuelle de CHF 185 000.

Grangeneuve a saisi l'opportunité du réaménagement du bâtiment «les Ecureuils» pour Holstein Switzerland et va assainir d'un point de vue énergétique la bâtisse datant des années 1930, ainsi que les locaux situés au sous-sol et sous la toiture. Cet investissement est estimé à 1.2 millions de francs. Le Conseil d'Etat a validé le projet et le montant y relatif figurera dans le budget d'investissement 2022 de Grangeneuve.

#### **4. Influence du projet sur la répartition des tâches Etat-communes**

Le présent projet de loi n'a aucune influence sur la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes.

#### **5. Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité**

Les modifications ou adaptations concernées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral.

Ce projet de loi ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

#### **6. Développement durable**

Le présent projet est conforme aux principes du développement durable.

---



## Botschaft 2020-DIAF-59

14. September 2021

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Fusion des Amts für Landwirtschaft und Grangeneuve

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft zu einem Gesetzesentwurf über die Fusion des Amts für Landwirtschaft und Grangeneuve.

#### 1. Einleitung

Gleichzeitig mit der Entwicklung des Campus Grangeneuve-Posieux durch den Kanton, mit dem die Agrarforschung des Bundes (Agroscope) und die landwirtschaftliche Ausbildung, Beratung und Produktion am selben Ort vereint werden, wollte die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) ihren Sektor Landwirtschaft und Natur neu organisieren und an einem Standort zusammenlegen. Die ILFD hat daher beschlossen, das Amt für Landwirtschaft (LwA), die kantonale Nutztierversicherungsanstalt Sanima und das Amt für Wald und Natur (WNA) am Standort Grangeneuve zusammenzuführen. Der Umzug dieser Ämter erfolgt schrittweise entsprechend den verfügbaren Räumlichkeiten am Standort Grangeneuve. Sanima hat Ende November 2019 Räumlichkeiten bezogen, die zuvor an Dritte vermietet waren. Sobald die Berufsfachschule Soziales-Gesundheit ihre Räumlichkeiten in Grangeneuve verlassen hat, wird sich auch das WNA dort niederlassen.

Im Rahmen dieser «physischen» Annäherung zwischen dem LwA und dem Landwirtschaftlichen Institut des Kantons Freiburg (LIG) wurden mögliche Synergien geprüft, um die Effizienz der Ämter, die Verwaltung von bereichsübergreifenden Aufgaben und die Zusammenarbeit mit den Berufsleuten zu optimieren.

Gestützt auf diese Analyse entschied man sich für die Option, das LwA und das LIG unter der gleichen Leitung zusammenzulegen. Dies wird die Entwicklung gemeinsamer Synergien ermöglichen. Die Zusammenlegung von Bildung, die nicht nur die Landwirtschaft, sondern auch andere Tätigkeitsbereiche betrifft (Gartenbau, Waldbau, Milch- und Lebensmitteltechnologie, Hauswirtschaft, Empfangstätigkeit und Parahotellerie), Beratung und Vollzug unter einer Direktion wird zu einer grossen Organisationseinheit führen, dank der das vorhandene Potenzial mittelfristig bestmöglich genutzt und entwickelt werden kann.

So hat der Staatsrat am 30. März 2021 dem Grundsatz einer Fusion zwischen dem Amt für Landwirtschaft und dem LIG zugestimmt. Die neu geschaffene Struktur wird einfach nur «Grangeneuve» heissen. Sie wird es insbesondere ermöglichen, die zunehmende Zahl von bereichsübergreifenden Dossiers und deren wachsende Komplexität zu bewältigen. Eine geringere Anzahl an Partnern in ämter- und direktionsübergreifenden Dossiers führt in der Tat zu mehr Effizienz. Darüber hinaus könnte die allgemeine Beratungstätigkeit verbessert werden, insbesondere bei agrarpolitischen Gemeinschaftsprojekten (ökologische Vernetzung, Landschaftsqualität, regionale Landwirtschaftsstrategie RLS) oder ressourcenbezogenen Themen (Bodenschutz (z. B. Erosion), Aktionsplan Pflanzenschutzmittel, Gewässerschutz). Die Interessen Freiburgs in nationalen und interkantonalen Gremien werden ebenfalls besser vertreten. Mittelfristig soll diese Umstrukturierung auch ermöglichen, die zunehmenden Aufgaben vonseiten des Bundes zu antizipieren und besser zu verstehen.

Es muss betont werden, dass das Ziel dieser Umstrukturierung nicht darin besteht, Ressourcen einzusparen, sondern vielmehr darin, bessere Dienstleistungen zu erbringen und die zunehmende Komplexität der Aufgaben mit denselben Ressourcen effizienter zu bewältigen.

Mit diesem Gesetzesentwurf soll die Fusion zwischen dem LwA und dem LIG umgesetzt werden, indem die verschiedenen Rechtstexte an die neue Struktur von Grangeneuve angepasst werden. Insbesondere davon betroffen sind das Landwirtschaftsgesetz vom 3. Oktober 2006 (LandwG, SGF 910.1), das Gesetz vom 23. Juni 2006 über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIGG; SGF 911.10.1) und das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1). Andere Gesetze sind auch betroffen, aber darin geht es vor allem um die Änderung des Namens.

Zudem wurde die Gelegenheit genutzt, um mit einer Änderung des Landwirtschaftsgesetzes die notwendigen Rechtsgrundlagen im Sinne des Subventionsgesetzes vom 19. November 1999 (SubG, SGF 616.1) für die Subventionierung von Massnahmen im Agrarbereich zu schaffen, insbesondere für diejenigen, die im Aktionsplan des Kantons Freiburg zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln

innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft (PSM-Aktionsplan) vorgesehen sind. Es soll eine allgemeine Rechtsgrundlage geschaffen werden, die es dem Staat ermöglicht, landwirtschaftliche Massnahmen zum Schutz von Boden, Wasser, Luft und biologischer Vielfalt finanziell zu unterstützen.

## **2. Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Gesetzesentwurfs**

### **Teil I**

Teil I enthält die für das Landwirtschaftsgesetz vom 3. März 2006 (LandwG, SGF 910.1) vorgeschlagenen Änderungen.

#### *Artikel 5*

Derzeit werden die allgemeinen agrarpolitischen Ziele vom Staatsrat für einen Zeitraum von vier Jahren festgelegt. Es wird vorgeschlagen, den Zeitraum auf fünf Jahre zu verlängern. Dies entspricht der Dauer einer Legislaturperiode und ist somit kohärenter. Die vierjährige Laufzeit wurde ursprünglich nach dem Rhythmus der Bundesagrarpolitik festgelegt, doch scheint eine Orientierung an den Legislaturperioden sinnvoller zu sein.

#### *Artikel 7 und 8 LandwG*

Dieser Artikel entspricht einer Zusammenlegung der derzeitigen Artikel 7 und 8, die das LwA und das LIG betreffen. Die Zuständigkeiten für Grangeneuve wurden gebündelt. Daher muss Artikel 8 aufgehoben werden. Die Einzelheiten zu den Ausbildungsbereichen, in denen Grangeneuve tätig ist, sind in Artikel 18 des Gesetzes über Grangeneuve festgelegt.

#### *Artikel 15 LandwG*

Hier wird lediglich der Name geändert.

#### *Artikel 35–38 LandwG*

Ziel ist es, eine allgemeine Rechtsgrundlage zu schaffen, die es dem Staat ermöglicht, die Anwendung von Techniken und betrieblichen Verfahren sowie die Verwendung und den Erwerb von Einrichtungen und Anlagen zum Schutz landwirtschaftlicher Böden, des Wassers, der Luft und der Biodiversität, zu fördern und zu unterstützen. Der Staat soll die effiziente und nachhaltige Nutzung dieser natürlichen Ressourcen durch finanzielle Unterstützung in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen fördern können.

Am 28. Juni 2021 verabschiedete der Staatsrat den PSM-Aktionsplan und beantragte dem Grossen Rat einen Ver-

pflichtungskredit von 7,6 Millionen für dessen Umsetzung.

Im Bereich der Landwirtschaft sieht der PSM-Aktionsplan namentlich eine finanzielle Unterstützung vor, um den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und die damit verbundenen Risiken zu verringern (Massnahme Agr-2 des PSM-Aktionsplans). Finanzielle Anreize, subsidiär oder ergänzend zu den Bundesbeiträgen, werden für die Anschaffung von technischen Geräten wie Antidriftdrösen und Maschinen zur mechanischen Unkrautbekämpfung, für den Verzicht auf synthetische Pflanzenschutzmittel, insbesondere Herbizide, sowie für Massnahmen zur Reduktion von Emissionen durch Abschwemmung und Auswaschung gewährt.

Die Artikel 35 bis 38 werden also geändert, um die notwendige Rechtsgrundlage im Sinne des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999 (SubG, SGF 616.1) zu schaffen, um insbesondere die oben erwähnten Massnahmen zu fördern.

Die konkrete Planung für die Verwendung der Beträge wird vom Staatsrat im Rahmen der jährlichen Voranschlagsverfahren vorgeschlagen.

Der Staatsrat wird auch die Einzelheiten der Vergabe dieser Beiträge im Ausführungsreglement regeln. Die Höchstbeträge für diese Beiträge werden ebenfalls im Ausführungsreglement festgelegt, weshalb Artikel 37 aufgehoben werden kann.

Die Begünstigten dieser Beiträge sind in erster Linie Landwirtinnen und Landwirte, die Anspruch auf Direktzahlungen haben (Art. 36 Abs. 1). Für den Erwerb von Maschinen sollen auch Unternehmen, die landwirtschaftliche Arbeiten ausführen, beitragsberechtigt sein (Art. 36 Abs. 2).

#### *Artikel 41 LandwG*

Für Entscheide, die in Anwendung des LandwG getroffen werden, sollte der Status quo in Bezug auf die zuständigen Beschwerdebehörden und das Verfahren (Möglichkeit, gegen bestimmte Entscheide, insbesondere im Zusammenhang mit Direktzahlungen, vorgängig Einsprache zu erheben) beibehalten werden. Die ILFD bleibt also wie bisher die erstinstanzliche Beschwerdebehörde. Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung, insbesondere des Gesetzes über Grangeneuve, bleiben vorbehalten.

### **Teil II**

Teil II betrifft die Änderung der folgenden Erlasse:

## Ziffer 1, 2 und 5

Dies betrifft die folgenden Gesetze:

- > das Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (AGLPG; SGF 222.4.3)
- > das Gesetz vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG; SGF 635.1.1)
- > das Gesetz vom 14. September 2007 über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG; SGF 635.2.1)
- > das Gesetz vom 9. Februar 2012 über die wirtschaftliche Landesversorgung (WLG; SGF 903.1)

Bei diesen verschiedenen Gesetzen muss lediglich die Bezeichnung der betroffenen Einheiten ersetzt oder umformuliert werden, entweder direkt in einem Artikel des Gesetzes und/oder in einer Fussnote.

## Ziffer 4

Ziffer 4 betrifft das Gesetz vom 13. Juni 2007 über die Lebensmittelsicherheit (LMSG; SGF 821.30.1), das wie folgt geändert werden soll:

### *Artikel 5 Abs. 1 Bst. b LMSG*

Derzeit gehören der Kommission für Lebensmittelsicherheit namentlich die Direktorin oder der Direktor des LIG und der Vorsteher des Amtes für Landwirtschaft an. Es wird vorgeschlagen, den Status quo bei der Zusammensetzung dieser Kommission beizubehalten. So wird ihr neben der Direktorin oder dem Direktor von Grangeneuve auch die Leiterin oder der Leiter der für die Landwirtschaft zuständigen Sektion in Grangeneuve angehören.

## Ziffer 6

Hier wird das Gesetz vom 23. Juni 2006 über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIGG; SGF 911.10.1) geändert, und zwar wie folgt:

### *Bezeichnung*

Angesichts der neuen Bezeichnung muss der Titel des Gesetzes angepasst werden. Von nun an heisst es Gesetz über Grangeneuve.

### *Ingress*

Da Grangeneuve die Aufgaben des heutigen Amtes für Landwirtschaft übernimmt, wird es auch zur Vollzugsbehörde für das Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (LwG, SR 910.1), das kanto-

nale Gesetz vom 3. Oktober 2006 über die Landwirtschaft (LandwG; SGF 910.1) und das kantonale Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1). Diese Gesetze müssen daher auch im Ingress erwähnt werden.

### *Artikel 1, 3–6, 8–10 LIGG*

In verschiedenen Absätzen dieser Artikel soll das Wort «Institut» durch «Grangeneuve» ersetzt werden, um den Namen anzupassen. An mehreren Stellen wurde ausserdem der Ausdruck «des Instituts» gestrichen.

### *Artikel 2 Abs. 1 und 2 LIGG*

Es geht um die Klärung des Status von Grangeneuve, das eine autonome Einrichtung bleibt. Absatz 2 zur offiziellen Abkürzung muss aufgehoben werden.

### *Artikel 7 LIGG*

In diesem Artikel soll die Funktion der stellvertretenden Direktorin oder des stellvertretenden Direktors formalisiert werden. Die Person oder die Personen, die diese Funktion ausüben, werden an den Sitzungen der Konsultativkommission teilnehmen, was in der Praxis bereits der Fall ist. Zudem wird die Teilnahme der Generalsekretärin oder des Generalsekretärs der Direktion an den Sitzungen formalisiert. Die übrigen Änderungen beziehen sich auf die neue Bezeichnung.

### *Artikel 11 Abs. 1 und Abs. 3 LIGG*

In Absatz 1 wird vorgeschlagen, alle Sektionschefinnen und -chefs in den Direktionsrat aufzunehmen. Dies ermöglicht es, die Zusammensetzung dieses Rats an die neue Struktur von Grangeneuve anzupassen, die im Kommentar zu Artikel 13 beschrieben wird.

In Absatz 3 wird lediglich die Terminologie angepasst.

### *Artikel 12 LIGG*

Die Direktorin oder der Direktor von Grangeneuve bezeichnet die stellvertretende Direktorin oder den stellvertretenden Direktor.

### *Artikel 12–16 LIGG*

In Bezug auf die interne Struktur wird vorgeschlagen, lediglich zu erwähnen, dass Grangeneuve in Sektionen eingeteilt ist. Auf diese Weise muss das Organigramm nicht gesetzlich festgelegt werden und die interne Organisation kann flexibler gestaltet werden,



da sie im Reglement definiert wird. Nach der Fusion mit dem Amt für Landwirtschaft, unter der gleichen Leitung, wird die neue Struktur von Grangeneuve aus folgenden fünf Sektionen bestehen: «Lebensmittel und Ernährung», «Betriebe», «Bildungszentrum», «Verwaltung und allgemeine Dienste» und «Landwirtschaft». Die letztgenannte Sektion wird die Aufgaben übernehmen, die derzeit vom LwA wahrgenommen werden. Auch das landwirtschaftliche Beratungszentrum (LBZ) in Grangeneuve, einschliesslich des Pflanzenschutzdienstes, wird in diese Sektion integriert. Die fünf Sektionen werden wiederum in mehrere Sektoren unterteilt.

Da die Bestimmungen über die interne Organisation im Reglement und nicht im Gesetz festgelegt werden, müssen die Artikel 13 bis 16 aufgehoben werden. Ihr Inhalt wird jedoch im Wesentlichen im Reglement enthalten sein.

#### *Artikel 18 LIGG*

Die derzeitigen Aufgaben des LwA (Art. 7 LandwG) wurden in diesem Artikel in Absatz 2 Buchstaben a) und b) aufgenommen. Im Übrigen bleibt der Text zu den anderen Aufgaben nahezu unverändert. Im zweiten Absatz geben die Buchstaben d) bis f) den derzeitigen Wortlaut der Buchstaben a) bis d) in vollem Umfang wieder. Buchstabe c) wird geändert, um die Bereiche der Ausbildung, in denen Grangeneuve tätig ist, klar zu benennen. Diese Tätigkeitsbereiche waren zuvor in Artikel 8 Abs. 1 des LandwG aufgeführt. Der Bereich Gartenbau wurde hinzugefügt.

#### *Art. 19–27, 31, 33 und 36 LIGG*

Diese Artikel werden an den neuen Namen von Grangeneuve angepasst.

#### *Artikel 29–31 LIGG*

Diese Artikel dienen dazu, die Terminologie an die neue Organisation von Grangeneuve anzupassen, die in Form von Sektionen strukturiert sein wird.

#### *Artikel 32 LIGG*

Gegen Entscheide, die heute vom LwA getroffen werden, kann bei der ILFD und anschliessend beim Kantonsgericht Beschwerde eingereicht werden. Für Entscheide von Grangeneuve, zum Beispiel im Bereich der Ausbildung, gelten andere Rechtsmittel. Gegen einen Entscheid eines Bildungszentrums kann bei der Direktion von Grangeneuve und anschliessend beim Kantonsgericht Beschwerde eingereicht werden.

Dieser Artikel ist die logische Folge von Artikel 41 LandwG. Sein Wortlaut ermöglicht somit die Beibehaltung von zwei verschiedenen Beschwerdeverfahren je nach Bereich, und somit des Status quo.

#### *Artikel 36 LIGG*

Es wird vorgeschlagen, diesen Artikel aufzuheben. Das Dekret vom 8. Februar 2000 über die versuchsweise Einführung der Führung mit Leistungsauftrag in der Kantonsverwaltung ist am 31. Dezember 2007 abgelaufen. Damit fällt der Anwendungsbereich von Art. 36 weg.

#### *Ziffer 7*

Unter Ziffer 7 wird vorgeschlagen, das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1) wie folgt zu ändern:

#### *Artikel 5 Abs. 1 und 3 (deutsche Version) BVG*

Da es sich bei Grangeneuve nicht um ein Amt, sondern um eine Anstalt handelt, kann es streng genommen nicht als landwirtschaftliches und rebbauliches Meliorationsamt eingestuft werden, aber es wird als solches betrachtet. In der deutschen Version muss zudem Absatz 3 angepasst werden, da er noch alte Bezeichnungen enthält.

#### *Artikel 14 Abs. 1, 152 Abs. 2, 193 Abs. 1, 194 Abs. 1 und 195 Abs. 1 BVG*

Bei diesen Bestimmungen muss lediglich die Bezeichnung «Amt für Landwirtschaft» durch «Grangeneuve» ersetzt werden.

#### *Artikel 208 BVG*

Der gegenwärtige Status quo soll beibehalten werden, d. h. dass gegen Entscheide, die im Rahmen des Gesetzes über die Bodenverbesserungen getroffen werden, Rechtsmittel bei der Direktion eingelegt werden können.

### **Teil III**

Die Aufhebung von Erlassen ist nicht vorgesehen.

### **Teil IV**

Es ist vorgesehen, dass die neue Organisation am 1. Januar 2022 in Kraft tritt.

### **3. Finanzielle und personelle Auswirkungen**

Alle Mitarbeitenden des LwA werden von Grangeneuve übernommen. Die neue interne Organisation der neuen Sektion Landwirtschaft wird in 8 Sektoren unterteilt, anstelle der 12 Sektionen, die derzeit beim LwA und beim landwirtschaftlichen Beratungszentrum (LBZ) in Grangeneuve bestehen. Wie bereits erwähnt, geht es bei dieser Fusion nicht um Einsparungen, sondern um die Verbesserung der Dienstleistungen für die Landwirtschaft durch die optimale Nutzung der verschiedenen Synergien.

Dieser Gesetzesentwurf hat zwar finanzielle Auswirkungen, diese sind aber gering. Das LwA wird am Standort Grangeneuve in das Gebäude «U» einziehen, in dem derzeit das Personal des LBZ Grangeneuve und verschiedene Mieter, darunter Holstein Switzerland, untergebracht sind. Die Miete, die das LwA heute in Givisiez bezahlt, beläuft sich auf CHF 210 000, inklusive Nebenkosten. Der Zusammenschluss des LwA und des LIG führt zu jährlichen Einsparungen bei den Mietkosten in Höhe von CHF 185 000.

Grangeneuve nutzt die Gelegenheit, das Gebäude «les Ecu-reuils» für Holstein Switzerland umzubauen und wird das Gebäude aus den 1930er-Jahren sowie die Keller- und Dachbereiche energetisch sanieren. Diese Investition wird auf 1,2 Millionen Franken geschätzt. Der Staatsrat hat das Projekt genehmigt und der entsprechende Betrag wird in den Investitionsvoranschlag 2022 von Grangeneuve aufgenommen.

### **4. Auswirkung des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden**

Dieser Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die gegenwärtige Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden.

### **5. Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit**

Die Änderungen oder Anpassungen, die dieser Entwurf nach sich zieht, sind bundesrechtskonform.

Dieser Gesetzesentwurf ist im Übrigen mit dem Europarecht vereinbar.

### **6. Nachhaltige Entwicklung**

Dieser Gesetzesentwurf entspricht den Grundsätzen der Nachhaltigkeit.

## Loi sur la fusion du Service de l'agriculture et de Grangeneuve

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): 222.4.3 | 635.1.1 | 635.2.1 | 821.30.1 | 903.1 | **910.1** |  
911.10.1 | 917.1  
Abrogé(s): –

---

### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message 2020-DIAF-59 du Conseil d'Etat du 14 septembre 2021;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **I.**

L'acte RSF 910.1 (Loi sur l'agriculture (LAgri), du 3.10.2006) est modifié  
comme il suit:

#### **Art. 5 al. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

- a) (*modifié*) il fixe, pour chaque période de cinq ans, les objectifs généraux de politique agricole, en particulier de promotion de produits agricoles, détermine les priorités, assure les moyens et les ressources prévisibles pour la mise en œuvre des mesures légales et livre pour chaque période un rapport de situation;

## Gesetz über die Fusion des Amtes für Landwirtschaft und Grangeneuve

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: 222.4.3 | 635.1.1 | 635.2.1 | 821.30.1 | 903.1 | **910.1** |  
911.10.1 | 917.1  
Aufgehoben: –

---

### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DIAF-59 des Staatsrats vom 14. Sep-  
tember 2021;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **I.**

Der Erlass SGF 910.1 (Landwirtschaftsgesetz (LandwG), vom 3.10.2006)  
wird wie folgt geändert:

#### **Art. 5 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staatsrat hat folgende Befugnisse:

- a) (*geändert*) Er legt für einen Zeitraum von jeweils 5 Jahren die allgemeinen agrarpolitischen Ziele, insbesondere diejenigen zur Förderung der Agrarprodukte fest, setzt die Prioritäten, beschafft die voraussichtlichen Mittel und Ressourcen für die Umsetzung der gesetzlichen Massnahmen und legt für jeden Zeitraum einen Lagebericht vor.

**Art. 7 al. 1** (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (nouveau), **al. 4** (nouveau), **al. 5** (nouveau)

Grangeneuve (titre médian modifié)

<sup>1</sup> Grangeneuve est chargé des questions agricoles, y compris celles qui se rapportent aux aides structurelles et aux mesures d'accompagnement social.

<sup>2</sup> Il exécute les tâches qui lui sont confiées par la législation spéciale ou qui lui sont déléguées; il décide en particulier de l'octroi de toutes les contributions directes prévues par la législation fédérale (paiements directs) et par la législation cantonale qui répondent aux mêmes critères.

<sup>3</sup> Il assure l'offre et la gestion de la formation professionnelle initiale et des formations supérieures et continues à des fins professionnelles ainsi que de la formation des adultes, notamment dans le domaine agricole.

<sup>4</sup> Il assure la vulgarisation, le conseil, la recherche appliquée et les essais dans les domaines agricole et para-agricole, tels que la technologie laitière et alimentaire ainsi que l'agro-commerce.

<sup>5</sup> Il est chargé en outre de l'exécution de tâches et des activités de service de nature technique relevant de ces mêmes domaines.

**Art. 8**

Abrogé

**Art. 15 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Les activités et les mesures en faveur de la formation professionnelle, de la vulgarisation, du conseil, de la recherche appliquée, d'essais ou de services sont régies par la loi sur Grangeneuve.

**Art. 35 al. 1** (modifié)

Contributions à l'utilisation efficiente des ressources naturelles et à la biodiversité – Principes (titre médian modifié)

**Art. 7 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (neu), **Abs. 4** (neu), **Abs. 5** (neu)

Grangeneuve (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Grangeneuve ist für Fragen der Landwirtschaft, einschliesslich der Fragen im Zusammenhang mit Strukturhilfen und sozialen Begleitmassnahmen, zuständig.

<sup>2</sup> Es nimmt die Aufgaben wahr, die ihm übertragen werden oder für die es gemäss der Spezialgesetzgebung zuständig ist; es entscheidet insbesondere über die Ausrichtung der in der Bundesgesetzgebung vorgesehenen Direktbeiträge (Direktzahlungen) sowie der Beiträge nach kantonaler Gesetzgebung, die denselben Kriterien entsprechen.

<sup>3</sup> Es gewährleistet das Angebot und das Management der beruflichen Grundbildung und der höheren Berufs- und Weiterbildung sowie der Erwachsenenbildung, namentlich im Landwirtschaftsbereich.

<sup>4</sup> Es gewährleistet die Beratung, die angewandte Forschung und die Versuche in den landwirtschaftlichen und paralandwirtschaftlichen Bereichen wie Milch- und Lebensmitteltechnologie und der Vermarktung landwirtschaftlicher Produkte.

<sup>5</sup> Es ist ausserdem für Aufgaben und Dienstleistungen technischer Natur in diesen Bereichen zuständig.

**Art. 8**

Aufgehoben

**Art. 15 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Die Tätigkeiten und Massnahmen zugunsten der Berufsbildung, der Beratung, der angewandten Forschung, von Versuchen oder Dienstleistungen werden im Gesetz über Grangeneuve geregelt.

**Art. 35 Abs. 1** (geändert)

Beiträge an die effiziente Nutzung natürlicher Ressourcen und an die Biodiversität – Grundsätze (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Par des aides financières, sous forme de contributions non remboursables, l'Etat encourage l'application de techniques et de processus d'exploitation, ainsi que l'utilisation et l'acquisition d'équipements et d'installations qui préservent le sol agricole, l'eau, l'air et la biodiversité.

**Art. 36 al. 1** (modifié), **al. 2** (nouveau)

Contributions à l'utilisation efficiente des ressources naturelles et à la biodiversité – Bénéficiaires (titre médian modifié)

<sup>1</sup> Les contributions peuvent être octroyées aux exploitants et exploitantes, qui sont éligibles aux paiements directs et:

- a) (nouveau) qui s'engagent à pratiquer les techniques ou processus d'exploitation concernés; ou
- b) (nouveau) qui acquièrent, dans le cadre de l'exploitation de leur domaine, les équipements et installations concernés.

<sup>2</sup> Les entreprises qui effectuent des travaux agricoles peuvent aussi bénéficier des contributions pour l'acquisition de machines.

**Art. 37**

Abrogé

**Art. 38 al. 1** (modifié)

Contributions à l'utilisation efficiente des ressources naturelles et à la biodiversité – Conditions et procédure (titre médian modifié)

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe les conditions, les modalités de calcul et la procédure d'octroi de ces contributions.

**Art. 41 al. 1** (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 4** (nouveau)

<sup>1</sup> Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours auprès de la Direction. Demeurent réservées les dispositions prévues par la législation spéciale, notamment la loi sur Grangeneuve.

<sup>1</sup> Der Staat fördert die Anwendung von Techniken und betrieblichen Verfahren sowie die Verwendung und den Erwerb von Einrichtungen und Anlagen zum Schutz landwirtschaftlicher Böden, des Wassers, der Luft und der Biodiversität, indem er Finanzhilfen in Form von nicht rückzahlbaren Beiträgen gewährt.

**Art. 36 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (neu)

Beiträge an die effiziente Nutzung natürlicher Ressourcen und an die Biodiversität – Empfänger (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Die Beiträge können Bewirtschafterinnen und Bewirtschaftern gewährt werden, die Direktzahlungen erhalten und:

- a) (neu) die sich verpflichten, die betreffenden Techniken oder betrieblichen Verfahren anzuwenden;
- b) (neu) oder welche die betreffenden Einrichtungen und Anlagen im Rahmen der Bewirtschaftung ihres Betriebs erwerben.

<sup>2</sup> Unternehmen, die landwirtschaftliche Arbeiten ausführen, können für den Erwerb von Maschinen ebenfalls Beiträge erhalten.

**Art. 37**

Aufgehoben

**Art. 38 Abs. 1** (geändert)

Beiträge an die effiziente Nutzung natürlicher Ressourcen und an die Biodiversität – Bedingungen und Verfahren (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Der Staatsrat legt die Bedingungen, die Berechnungsmodalitäten und das Verfahren für die Gewährung dieser Beiträge fest.

**Art. 41 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 4** (neu)

<sup>1</sup> Gegen Entscheide, die in Anwendung dieses Gesetzes gefällt werden, kann bei der Direktion Beschwerde erhoben werden. Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung, namentlich des Gesetzes über Grangeneuve, bleiben vorbehalten.

<sup>2</sup> Toutefois, les décisions prises par Grangeneuve en matière d'aides financières dans le domaine des paiements directs et des aides cantonales répondant aux mêmes critères sont sujettes à réclamation auprès de l'autorité qui a statué, dans les dix jours dès leur communication.

<sup>4</sup> Pour le surplus, le code de procédure et de juridiction administrative est applicable.

## II.

### 1.

L'acte RSF 222.4.3 (Loi d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (LALBFA), du 24.2.1987) est modifié comme il suit:

**Art. 24 al. 2 (modifié), al. 3 (modifié)**

<sup>2</sup> Grangeneuve a qualité pour former opposition.

<sup>3</sup> Les contrats portant sur l'affermage complémentaire ainsi que le fermage d'immeubles agricoles doivent être présentés à Grangeneuve.

### 2.

L'acte RSF 635.1.1 (Loi sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (LDMG), du 1.5.1996) est modifié comme il suit:

**Art. 9 al. 1**

<sup>1</sup> Sont exonérés des droits de mutation:

- 1) (*modifié*) les transferts immobiliers déterminés par des opérations d'améliorations foncières et visés par le service, qui selon la législation sur les améliorations foncières, est compétent en la matière<sup>1)</sup> ainsi que les transferts de propriétés réalisés en vue d'une régularisation peu importante de limites dictées par des raisons cadastrales;

---

<sup>1)</sup> Actuellement: Grangeneuve ou Service des forêts et de la nature.

<sup>2</sup> Gegen die Entscheide von Grangeneuve über Finanzhilfen im Bereich der Direktzahlungen und der kantonalen Hilfen, die denselben Kriterien entsprechen, kann innert 10 Tagen seit der Mitteilung bei der entscheidenden Behörde Einsprache erhoben werden.

<sup>4</sup> Im Übrigen gilt das Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege.

## II.

### 1.

Der Erlass SGF 222.4.3 (Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (AGLPG), vom 24.2.1987) wird wie folgt geändert:

**Art. 24 Abs. 2 (geändert), Abs. 3 (geändert)**

<sup>2</sup> Grangeneuve kann Einsprache erheben.

<sup>3</sup> Die Verträge über eine Zupacht oder über den Pachtzins für landwirtschaftliche Grundstücke müssen Grangeneuve unterbreitet werden.

### 2.

Der Erlass SGF 635.1.1 (Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG), vom 1.5.1996) wird wie folgt geändert:

**Art. 9 Abs. 1**

<sup>1</sup> Von den Handänderungssteuern befreit sind:

- 1) (*geändert*) Grundstücksübertragungen im Zusammenhang mit Bodenverbesserungen, die vom Amt, das nach der Gesetzgebung über die Bodenverbesserungen in diesem Bereich zuständig ist<sup>1)</sup>, visiert wurden, sowie Eigentumsübertragungen im Zusammenhang mit katastertechnisch bedingten Grenzbereinigungen von geringer Bedeutung;

---

<sup>1)</sup> Heute: Grangeneuve oder Amt für Wald und Natur.

### 3.

L'acte RSF 635.2.1 (Loi sur l'impôt sur les successions et les donations (LISD), du 14.9.2007) est modifié comme il suit:

#### **Art. 8 al. 2**

<sup>2</sup> Sont également exonérés de l'impôt sur les successions et les donations:

- g) (*modifié*) les bénéficiaires lors de transferts immobiliers déterminés par des opérations d'améliorations foncières et visés par le service qui, selon la législation sur les améliorations foncières, est compétent en la matière<sup>2)</sup> ou lors de transferts immobiliers réalisés en vue d'une régularisation peu importante de limites dictée par des raisons cadastrales;

### 4.

L'acte RSF 821.30.1 (Loi sur la sécurité alimentaire (LSA), du 13.6.2007) est modifié comme il suit:

#### **Art. 5 al. 1**

<sup>1</sup> Il est institué une Commission de la sécurité alimentaire composée:

- b) (*modifié*) des personnes exerçant les fonctions suivantes: médecin cantonal, pharmacien-ne cantonal-e, chimiste cantonal-e, vétérinaire cantonal-e, directeur ou directrice de Grangeneuve et chef-fe de la section en charge de l'agriculture de Grangeneuve.

### 5.

L'acte RSF 903.1 (Loi sur l'approvisionnement économique du pays (LAE), du 9.2.2012) est modifié comme il suit:

#### **Art. 6 al. 1**

<sup>1</sup> Dans l'accomplissement de ses tâches, l'organe cantonal peut compter avec la collaboration des partenaires suivants:

- f) (*modifié*) Grangeneuve;

---

<sup>2)</sup> Actuellement: Grangeneuve ou Service des forêts et de la nature.

### 3.

Der Erlass SGF 635.2.1 (Gesetz über die Erbschafts- und Schenkungssteuer (ESchG), vom 14.9.2007) wird wie folgt geändert:

#### **Art. 8 Abs. 2**

<sup>2</sup> Ebenfalls nicht erbschafts- und schenkungssteuerpflichtig sind:

- g) (*geändert*) die Begünstigten bei Grundstücksübertragungen im Zusammenhang mit Bodenverbesserungen, die vom Amt, das nach der Gesetzgebung über die Bodenverbesserungen in diesem Bereich zuständig ist<sup>2)</sup>, visiert wurden, oder bei Grundstücksübertragungen im Zusammenhang mit katasterteknisch begründeten Grenzberichtigungen von geringer Bedeutung;

### 4.

Der Erlass SGF 821.30.1 (Gesetz über die Lebensmittelsicherheit (LMSG), vom 13.6.2007) wird wie folgt geändert:

#### **Art. 5 Abs. 1**

<sup>1</sup> Es wird eine Kommission für Lebensmittelsicherheit eingesetzt. Dieser gehören an:

- b) (*geändert*) Personen, die die folgenden Funktionen ausüben: Kantonsärztin oder Kantonsarzt, Kantonsapothekerin oder Kantonsapotheker, Kantonschemikerin oder Kantonschemiker, Kantonstierärztin oder Kantonstierarzt, Direktorin oder Direktor von Grangeneuve und Leiterin oder Leiter der für die Landwirtschaft zuständigen Sektion von Grangeneuve.

### 5.

Der Erlass SGF 903.1 (Gesetz über die wirtschaftliche Landesversorgung (WLG), vom 9.2.2012) wird wie folgt geändert:

#### **Art. 6 Abs. 1**

<sup>1</sup> Bei der Erfüllung seiner Aufgaben kann das kantonale Organ auf die Mitarbeit folgender Partner zählen:

- f) (*geändert*) Grangeneuve;

---

<sup>2)</sup> Heute: Grangeneuve oder Amt für Wald und Natur.

6.

L'acte RSF 911.10.1 (Loi sur l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg (LIAG), du 23.6.2006) est modifié comme il suit:

**Titre de l'acte** (modifié)

Loi sur Grangeneuve (LGn)

**Préambule** (modifié)

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (LAgr);

Vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr);

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, notamment ses articles 64, 65, 66 et 74 (Cst.);

Vu la loi du 3 octobre 2006 sur l'agriculture (LAGri);

Vu la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières (LAF);

Vu le message du Conseil d'Etat du 14 février 2006;

Sur la proposition de cette autorité

*Décrète:*

**Art. 1 al. 1**

<sup>1</sup> La présente loi règle:

a) (modifié) le statut de Grangeneuve;

**Art. 2 al. 1** (modifié), **al. 2** (abrogé)

<sup>1</sup> Sous le nom Grangeneuve, il existe un établissement de droit public doté de la personnalité juridique.

<sup>2</sup> Abrogé

6.

Der Erlass SGF 911.10.1 (Gesetz über das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg (LIGG), vom 23.6.2006) wird wie folgt geändert:

**Erlasstitel** (geändert)

Gesetz über Grangeneuve (GnG)

**Ingress** (geändert)

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (LwG);

gestützt auf das Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG);

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, namentlich die Artikel 64, 65, 66 und 74 (KV);

gestützt auf das Landwirtschaftsgesetz vom 3. Oktober 2006 (LandwG);

gestützt auf das Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen (BVG);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 14. Februar 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1 Abs. 1**

<sup>1</sup> Dieses Gesetz regelt:

a) (geändert) die Stellung von Grangeneuve;

**Art. 2 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (aufgehoben)

<sup>1</sup> Grangeneuve ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit.

<sup>2</sup> Aufgehoben



**Art. 3 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Grangeneuve assure en principe l'exécution de ses tâches dans les deux langues officielles du canton.

**Art. 4 al. 1** (modifié), **al. 2**, **al. 3** (modifié)

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance sur Grangeneuve.

<sup>2</sup> Il a en outre les attributions suivantes:

- a) (modifié) il adopte la planification pluriannuelle, l'enveloppe budgétaire annuelle, les budgets annuels, les comptes et le rapport d'activité de Grangeneuve;
- b) (modifié) il adopte le tarif des écolages, des autres taxes et des émoluments perçus par Grangeneuve;
- d) (modifié) il engage le directeur ou la directrice;

<sup>3</sup> Dans l'exercice de ses attributions relatives à Grangeneuve, il consulte préalablement la Commission consultative.

**Art. 5 al. 1** (modifié), **al. 2**, **al. 3** (modifié)

<sup>1</sup> Dans ses relations avec Grangeneuve, la Direction exerce les tâches qui lui sont réservées par la législation générale.

<sup>2</sup> Elle a en outre les compétences suivantes:

- a) (modifié) elle approuve les objectifs de gestion de Grangeneuve;
- b) (modifié) elle exerce la surveillance et veille à l'accomplissement des tâches confiées à Grangeneuve;
- c) (modifié) elle assure le suivi des affaires de Grangeneuve et peut, à cet effet, donner des instructions;
- d) (modifié) elle engage les membres du conseil de direction, à l'exception du directeur ou de la directrice;
- e) (modifié) elle approuve l'organigramme;
- f) (modifié) elle approuve les conventions qui engagent Grangeneuve;
- g) (modifié) elle soumet au Conseil d'Etat les projets de planification pluriannuelle, d'enveloppe budgétaire annuelle, de budgets annuels, de comptes ainsi que le rapport d'activité de Grangeneuve.

**Art. 3 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Grundsätzlich nimmt Grangeneuve seine Aufgaben in den beiden Amtssprachen des Kantons wahr.

**Art. 4 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2**, **Abs. 3** (geändert)

<sup>1</sup> Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über Grangeneuve aus.

<sup>2</sup> Er hat ausserdem die folgenden Befugnisse:

- a) (geändert) Er verabschiedet die Mehrjahresplanung, das jährliche Globalbudget, die jährlichen Voranschläge, die Rechnung und den Tätigkeitsbericht von Grangeneuve.
- b) (geändert) Er beschliesst die von Grangeneuve erhobenen Schulgelder und die anderen Gebühren;
- d) (geändert) Er stellt die Direktorin oder den Direktor an.

<sup>3</sup> Bei der Ausübung seiner Befugnisse im Zusammenhang mit Grangeneuve hört er vorgängig die Konsultativkommission an.

**Art. 5 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2**, **Abs. 3** (geändert)

<sup>1</sup> In ihren Beziehungen zu Grangeneuve nimmt die Direktion alle Aufgaben wahr, die ihr durch die allgemeine Gesetzgebung vorbehalten sind.

<sup>2</sup> Sie hat ausserdem die folgenden Befugnisse:

- a) (geändert) Sie genehmigt die Zielsetzungen für die Geschäftsführung von Grangeneuve.
- b) (geändert) Sie nimmt die Aufsicht wahr und sorgt dafür, dass die Grangeneuve übertragenen Aufgaben erfüllt werden.
- c) (geändert) Sie gewährleistet die Geschäftskontrolle von Grangeneuve und kann zu diesem Zweck Anweisungen geben.
- d) (geändert) Sie stellt die Mitglieder des Direktionsrats an mit Ausnahme der Direktorin oder des Direktors.
- e) (geändert) Sie genehmigt das Organigramm.
- f) (geändert) Sie genehmigt Vereinbarungen, die Grangeneuve binden.
- g) (geändert) Sie unterbreitet dem Staatsrat die Entwürfe der Mehrjahresplanung, des jährlichen Globalbudgets, der jährlichen Voranschläge, der Rechnung sowie des Tätigkeitsberichts von Grangeneuve.

<sup>3</sup> La Direction peut déléguer au directeur ou à la directrice la compétence de conclure des conventions qui engagent Grangeneuve.

**Art. 6 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> La Commission consultative (ci-après: la Commission) est l'organe consultatif du Conseil d'Etat et de Grangeneuve pour les questions touchant à l'orientation, l'organisation et la gestion.

**Art. 7 al. 3** (modifié), **al. 4** (modifié)

<sup>3</sup> Le directeur ou la directrice ainsi que le directeur adjoint ou la directrice adjointe de Grangeneuve et le ou la Secrétaire général-e de la Direction assistent aux séances avec voix consultative.

<sup>4</sup> Le secrétariat de la Commission est assuré par Grangeneuve..

**Art. 8 al. 1, al. 2** (modifié) [DE: (inchangé)], **al. 3** (modifié)

<sup>1</sup> La Commission donne son préavis au Conseil d'Etat sur:

- a) (modifié) les objectifs de gestion de Grangeneuve, conformément aux missions et mandats attribués à ce dernier;
- c) (modifié) le choix du directeur ou de la directrice;
- d) (modifié) la planification pluriannuelle, l'enveloppe budgétaire annuelle, les budgets annuels, les comptes et le rapport d'activité;
- e) (modifié) les autres objets qui relèvent du Conseil d'Etat et qui concernent Grangeneuve.

<sup>2</sup> Elle donne son préavis à la Direction sur l'organigramme et l'engagement des membres du conseil de direction.

<sup>3</sup> De plus, elle donne son avis sur toutes les autres questions de portée générale dont la Direction ou le directeur ou la directrice la saisit.

**Art. 9 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Les comptes de Grangeneuve sont révisés annuellement par l'Inspection des finances.

<sup>3</sup> Die Direktion kann der Direktorin oder dem Direktor die Befugnis übertragen, Vereinbarungen, die Grangeneuve binden, abzuschliessen.

**Art. 6 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Die Konsultativkommission (die Kommission) ist beratendes Organ des Staatsrats und von Grangeneuve für Fragen zur Ausrichtung, Organisation und Geschäftsführung.

**Art. 7 Abs. 3** (geändert), **Abs. 4** (geändert)

<sup>3</sup> Die Direktorin oder der Direktor und die stellvertretende Direktorin oder der stellvertretende Direktor von Grangeneuve sowie die Generalsekretärin oder der Generalsekretär der Direktion nehmen an den Sitzungen mit beratender Stimme teil.

<sup>4</sup> Grangeneuve führt das Sekretariat der Kommission.

**Art. 8 Abs. 1, Abs. 2** (unverändert) [FR: (geändert)], **Abs. 3** (geändert)

<sup>1</sup> Die Kommission gibt dem Staatsrat ihre Stellungnahme ab:

- a) (geändert) zu den Zielsetzungen für die Geschäftsführung von Grangeneuve entsprechend den ihm übertragenen Aufgaben und Aufträgen;
- c) (geändert) zur Wahl der Direktorin oder des Direktors;
- d) (geändert) zur Mehrjahresplanung, zum jährlichen Globalbudget, den jährlichen Voranschlägen, der Rechnung und dem Tätigkeitsbericht;
- e) (geändert) zu den übrigen Geschäften, die in die Zuständigkeit des Staatsrats fallen und Grangeneuve betreffen.

<sup>2</sup> Sie gibt der Direktion ihre Stellungnahme zum Organigramm und zur Anstellung der Mitglieder des Direktionsrats ab.

<sup>3</sup> Sie nimmt ausserdem zu allen anderen Fragen allgemeiner Tragweite, für die sie von der Direktion, der Direktorin oder dem Direktor beigezogen wird, Stellung.

**Art. 9 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Die Rechnung von Grangeneuve wird jährlich vom Finanzinspektorat geprüft.

**Art. 10 al. 1** (modifié)

Organes – Généralités (titre médian modifié)

<sup>1</sup> Les organes sont:

b) (modifié) le directeur ou la directrice.

**Art. 11 al. 1** (modifié), **al. 3** (modifié)

Organes – Conseil de direction (titre médian modifié)

<sup>1</sup> Le conseil de direction se compose au moins du directeur ou de la directrice, qui le préside, du directeur adjoint ou de la directrice adjointe et des chefs et cheffes de section. Le règlement peut prévoir la désignation d'autres membres.

<sup>3</sup> Sur la proposition du directeur ou de la directrice, le conseil de direction:

- a) (modifié) arrête les orientations, les objectifs et les mesures propres au développement et au fonctionnement;
- b) (modifié) arrête les projets relatifs à l'organisation interne;
- c) (modifié) arrête les projets relatifs à la planification pluriannuelle, à l'enveloppe budgétaire annuelle, aux budgets annuels, aux comptes et au rapport d'activité.

**Art. 12 al. 1** (modifié), **al. 2**

Organes – Directeur ou directrice (titre médian modifié)

<sup>1</sup> Le directeur ou la directrice dirige et administre Grangeneuve.

<sup>2</sup> Il ou elle dispose notamment des attributions et compétences suivantes:

- a) (modifié) pourvoir à la bonne marche de Grangeneuve et à son développement;
- b) (modifié) représenter Grangeneuve et le conseil de direction;
- c) (modifié) déterminer les objectifs particuliers de Grangeneuve;
- d) (modifié) désigner le directeur adjoint ou la directrice adjointe;
- e) (modifié) conduire les affaires du personnel et engager le personnel;

**Art. 10 Abs. 1** (geändert)

Organes – Allgemeines (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Die Organe sind:

b) (geändert) die Direktorin oder der Direktor.

**Art. 11 Abs. 1** (geändert), **Abs. 3** (geändert)

Organes – Direktionsrat (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Der Direktionsrat setzt sich mindestens aus der Direktorin oder dem Direktor, der stellvertretenden Direktorin oder dem stellvertretenden Direktor und den Sektionschefinnen und Sektionschefs zusammen. Die Direktorin oder der Direktor führt den Vorsitz. Im Reglement kann die Bezeichnung weiterer Mitglieder vorgesehen werden.

<sup>3</sup> Auf Antrag der Direktorin oder des Direktors beschliesst der Direktionsrat:

- a) (geändert) die Ausrichtungen, die Zielsetzungen und die Massnahmen für die Weiterentwicklung und den Betrieb;
- b) (geändert) die Entwürfe über die interne Organisation;
- c) (geändert) die Entwürfe der Mehrjahresplanung, des jährlichen Globalbudgets, der jährlichen Voranschläge, der Rechnung und des Tätigkeitsberichts.

**Art. 12 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2**

Organes – Direktorin oder Direktor (Artikelüberschrift geändert)

<sup>1</sup> Die Direktorin oder der Direktor leitet und verwaltet Grangeneuve.

<sup>2</sup> Sie oder er verfügt namentlich über die folgenden Befugnisse und Zuständigkeiten. Sie oder er:

- a) (geändert) sorgt für den guten Betrieb von Grangeneuve und dessen Weiterentwicklung;
- b) (geändert) vertritt Grangeneuve und den Direktionsrat;
- c) (geändert) legt die besonderen Zielsetzungen von Grangeneuve fest;
- d) (geändert) bezeichnet die stellvertretende Direktorin oder den stellvertretenden Direktor;
- e) (geändert) stellt das Personal an und leitet es;

f) (*modifié*) assurer l'information interne et externe ainsi que les relations publiques;

**Art. 13 al. 1** (*modifié*), **al. 2** (*abrogé*)

Structure interne (*titre médian modifié*)

<sup>1</sup> Grangeneuve est structuré en sections qui sont définies par le règlement.

a) *Abrogé*

b) *Abrogé*

c) *Abrogé*

<sup>2</sup> *Abrogé*

**Art. 14**

*Abrogé*

**Art. 15**

*Abrogé*

**Art. 16**

*Abrogé*

**Art. 17 al. 1** (*modifié*)

<sup>1</sup> Le personnel est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, sous réserve des prescriptions particulières fixées par le règlement d'exécution.

**Art. 18 al. 1** (*modifié*), **al. 2** (*modifié*)

Tâches (*titre médian modifié*)

<sup>1</sup> Les domaines d'activité de Grangeneuve sont définis par la législation, en particulier par la loi cantonale sur l'agriculture.

<sup>2</sup> Les tâches qui résultent de ses domaines d'activité comprennent:

a) (*modifié*) les questions agricoles, y compris celles qui se rapportent aux aides structurelles et aux mesures d'accompagnement social;

f) (*geändert*) stellt die interne und externe Information sowie die Öffentlichkeitsarbeit sicher;

**Art. 13 Abs. 1** (*geändert*), **Abs. 2** (*aufgehoben*)

Interner Aufbau (*Artikelüberschrift geändert*)

<sup>1</sup> Grangeneuve ist in Sektionen eingeteilt, die im Reglement definiert sind.

a) *Aufgehoben*

b) *Aufgehoben*

c) *Aufgehoben*

<sup>2</sup> *Aufgehoben*

**Art. 14**

*Aufgehoben*

**Art. 15**

*Aufgehoben*

**Art. 16**

*Aufgehoben*

**Art. 17 Abs. 1** (*geändert*)

<sup>1</sup> Das Personal untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal; die im Ausführungsreglement festgelegten Sondervorschriften bleiben vorbehalten.

**Art. 18 Abs. 1** (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*)

Aufgaben (*Artikelüberschrift geändert*)

<sup>1</sup> Die Tätigkeitsbereiche von Grangeneuve sind in der Gesetzgebung, insbesondere im kantonalen Landwirtschaftsgesetz festgelegt.

<sup>2</sup> Die Aufgaben, die sich aus diesen Tätigkeitsbereichen ergeben, umfassen:

a) (*geändert*) die Fragen der Landwirtschaft, einschliesslich der Fragen im Zusammenhang mit Strukturhilfen und sozialen Begleitmassnahmen;

- b) (*modifié*) les tâches qui lui sont confiées par la législation spéciale ou qui lui sont déléguées, en particulier l'octroi de toutes les contributions directes prévues par la législation fédérale (paiements directs) et par la législation cantonale qui répondent aux mêmes critères;
- c) (*modifié*) l'offre et la gestion de la formation professionnelle initiale et des formations supérieures et continues à des fins professionnelles ainsi que de la formation des adultes notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'économie familiale, de l'économie forestière, de la technologie laitière et en denrées alimentaires, de l'agro-commerce et de l'horticulture;
- d) (*modifié*) des prestations de conseil, de vulgarisation, de mandats et de services ou d'exécution et de contrôle;
- e) (*nouveau*) des prestations en matière de recherche appliquée, de développement et d'appui scientifique au profit de la formation et des tiers;
- f) (*nouveau*) la collaboration avec ses partenaires ou des tiers sur la base des conventions.

**Art. 19 al. 1** (*modifié*)

<sup>1</sup> Pour accomplir les tâches qui lui sont confiées, Grangeneuve gère et développe les moyens mis à sa disposition, notamment:

... (*énumération inchangée*)

**Art. 20 al. 1** (*modifié*), **al. 2** (*modifié*)

<sup>1</sup> L'Etat supporte les frais de fonctionnement et d'investissement.

<sup>2</sup> Le financement de Grangeneuve est assuré par:

... (*énumération inchangée*)

**Art. 21 al. 1** (*modifié*), **al. 2** (*modifié*), **al. 3** (*modifié*)

<sup>1</sup> Après l'adoption de la planification pluriannuelle, le Conseil d'Etat arrête l'enveloppe budgétaire annuelle nécessaire au fonctionnement et au développement de Grangeneuve.

<sup>2</sup> Grangeneuve dispose librement de l'enveloppe budgétaire annuelle, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat, de la législation sur les finances de l'Etat et des tâches de formation et de prestations ainsi que des mandats qui lui sont confiés.

- b) (*geändert*) die Aufgaben, die ihm übertragen werden oder für die es gemäss der Spezialgesetzgebung zuständig ist, insbesondere die Ausrichtung der in der Bundesgesetzgebung vorgesehenen Direktbeiträge (Direktzahlungen) sowie der Beiträge nach kantonaler Gesetzgebung, die denselben Kriterien entsprechen;
- c) (*geändert*) das Angebot und das Management der beruflichen Grundbildung und der höheren Berufs- und Weiterbildung sowie der Erwachsenenbildung, insbesondere in den Bereichen Landwirtschaft, Hauswirtschaft, Forstwirtschaft, Milch- und Lebensmitteltechnologie, Gartenbau und in der Vermarktung landwirtschaftlicher Produkte;
- d) (*geändert*) die Beratung, Aufträge und Dienstleistungen sowie den Vollzug und die Kontrolle;
- e) (*neu*) Leistungen im Bereich angewandte Forschung, Entwicklung und wissenschaftliche Unterstützung zugunsten der Ausbildung und Dritter;
- f) (*neu*) die Zusammenarbeit mit Partnern oder Dritten im Rahmen von Vereinbarungen.

**Art. 19 Abs. 1** (*geändert*)

<sup>1</sup> Für die Wahrnehmung seiner Aufgaben verwaltet und entwickelt Grangeneuve die ihm zur Verfügung stehenden Mittel, namentlich:

... (*Aufzählung unverändert*)

**Art. 20 Abs. 1** (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*)

<sup>1</sup> Der Staat trägt die Betriebs- und Investitionskosten.

<sup>2</sup> Die Finanzierung von Grangeneuve wird gewährleistet durch:

... (*Aufzählung unverändert*)

**Art. 21 Abs. 1** (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*), **Abs. 3** (*geändert*)

<sup>1</sup> Nach der Annahme der Mehrjahresplanung beschliesst der Staatsrat das für den Betrieb und die Weiterentwicklung von Grangeneuve notwendige jährliche Globalbudget.

<sup>2</sup> Grangeneuve verfügt im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates sowie der ihm übertragenen Bildungs- und Leistungsaufgaben und Aufträge frei über das jährliche Globalbudget.

<sup>3</sup> Sur la base de cette enveloppe, le conseil de direction élabore une proposition de budget.

**Art. 22 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Grangeneuve tient une comptabilité analytique qui permet de déterminer le degré de couverture des coûts des prestations délivrées.

**Art. 23 al. 2** (modifié)

<sup>2</sup> Les prix pour les produits et les services fournis sur une base contractuelle de droit public ou privé se réfèrent aux conditions du marché et sont fixés par Grangeneuve.

**Art. 25 al. 1** (modifié), **al. 2** (modifié)

<sup>1</sup> Les personnes en formation prennent une part active à la vie de Grangeneuve. Elles ont le droit, individuellement et collectivement, d'être informées sur les questions les concernant et d'adresser au directeur ou à la directrice des propositions relatives au fonctionnement.

<sup>2</sup> Les personnes en formation sont tenues de se conformer aux règlements ou ordonnances scolaires ainsi qu'aux directives internes.

**Art. 26 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Les règlements ou ordonnances scolaires ont trait aux écoles et aux cours. Ils fixent:

- a) (modifié) les rapports de la personne à former, de ses parents et de ses représentants, des formateurs et formatrices en entreprise ainsi que des tiers avec Grangeneuve;

**Art. 27 al. 1** (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (modifié)

<sup>1</sup> La fréquentation de Grangeneuve est soumise à un écolage. La législation fédérale et les accords intercantonaux demeurent réservés.

<sup>2</sup> Les prestations particulières de Grangeneuve font l'objet de taxes.

<sup>3</sup> Les écolages et les autres taxes sont perçus par l'administration auprès des personnes en formation. Des paiements par acomptes peuvent être acceptés.

<sup>3</sup> Auf der Grundlage dieses Globalbudgets arbeitet der Direktionsrat einen Budgetvorschlag aus.

**Art. 22 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Grangeneuve führt eine analytische Buchhaltung, die es erlaubt, für die erbrachten Leistungen den Grad der Kostendeckung zu bestimmen.

**Art. 23 Abs. 2** (geändert)

<sup>2</sup> Die Preise für Produkte oder Dienstleistungen, die im Rahmen eines öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Vertrags geliefert werden, richten sich nach den Bedingungen des Marktes. Sie werden von Grangeneuve festgelegt.

**Art. 25 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (geändert)

<sup>1</sup> Die Personen in Ausbildung nehmen aktiv am Leben von Grangeneuve teil. Sie haben das Recht, einzeln oder gemeinsam über sie betreffende Fragen informiert zu werden und sich mit Vorschlägen zum Betrieb an die Direktorin oder den Direktor zu wenden.

<sup>2</sup> Die Personen in Ausbildung müssen sich an die Schulreglemente und -verordnungen sowie an die internen Weisungen halten.

**Art. 26 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Die Schulreglemente und -verordnungen beziehen sich auf die Schulen und Kurse. Sie regeln:

- a) (geändert) die Beziehungen der Person in Ausbildung, ihrer Eltern und Vertreter, der Auszubildenden in Lehrbetrieben und Dritten zu Grangeneuve;

**Art. 27 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (geändert)

<sup>1</sup> Für den Besuch von Grangeneuve muss ein Schulgeld entrichtet werden. Die Bundesgesetzgebung und die interkantonalen Abkommen bleiben vorbehalten.

<sup>2</sup> Für besondere Leistungen von Grangeneuve werden Gebühren erhoben.

<sup>3</sup> Die Schulgelder und anderen Gebühren werden von der Verwaltung bei den Personen in Ausbildung erhoben. Ratenzahlungen können genehmigt werden.

**Art. 28 al. 2** (abrogé)

<sup>2</sup> Abrogé

**Art. 29 al. 1** (modifié), **al. 2** (modifié)

<sup>1</sup> A l'exception des décisions du chef ou de la cheffe de section, toute décision qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'une réclamation auprès de l'autorité qui a statué.

<sup>2</sup> Celle-ci statue à bref délai.

**Art. 30 al. 1** (modifié)

Décisions affectant le statut des personnes en formation – Décision du chef ou de la cheffe de section (*titre médian modifié*)

<sup>1</sup> Toute décision du chef ou de la cheffe de section qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours auprès du directeur ou de la directrice.

**Art. 31 al. 2** (modifié)

<sup>2</sup> La décision sur réclamation peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours auprès du directeur ou de la directrice.

**Art. 32 al. 1** (modifié), **al. 2** (nouveau), **al. 3** (nouveau)

Décisions du chef ou de la cheffe de la section en charge de l'agriculture (*titre médian modifié*)

<sup>1</sup> A défaut de dispositions particulières dans la législation spéciale, toute décision du chef ou de la cheffe de la section en charge de l'agriculture peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours auprès de la Direction .

<sup>2</sup> Toutefois, les décisions qu'il ou qu'elle a rendues en matière d'aides financières dans le domaine des paiements directs et des aides cantonales répondant aux mêmes critères sont sujettes à réclamation auprès de celui-ci ou de celle-ci, dans les dix jours dès leur communication.

<sup>3</sup> La réclamation est écrite. Elle contient une brève indication des motifs et des conclusions.

**Art. 28 Abs. 2** (aufgehoben)

<sup>2</sup> Aufgehoben

**Art. 29 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (geändert)

<sup>1</sup> Mit Ausnahme der Entscheide der Sektionschefinnen und -chefs kann gegen jeden Entscheid, der die Stellung einer Person in Ausbildung beeinträchtigt oder beeinträchtigen kann, innert 10 Tagen bei der entscheidenden Behörde Einsprache erhoben werden.

<sup>2</sup> Diese entscheidet innert kurzer Frist.

**Art. 30 Abs. 1** (geändert)

Die Stellung von Personen in Ausbildung beeinträchtigende Entscheide – Entscheide der Sektionschefin oder des Sektionschefs (*Artikelüberschrift geändert*)

<sup>1</sup> Gegen jeden Entscheid der Sektionschefin oder des Sektionschefs, der die Stellung einer Person in Ausbildung beeinträchtigt oder beeinträchtigen kann, kann innert 10 Tagen bei der Direktorin oder dem Direktor Beschwerde eingereicht werden.

**Art. 31 Abs. 2** (geändert)

<sup>2</sup> Gegen den Einspracheentscheid kann innert zehn Tagen bei der Direktorin oder dem Direktor Beschwerde eingereicht werden.

**Art. 32 Abs. 1** (geändert), **Abs. 2** (neu), **Abs. 3** (neu)

Entscheide der Chefin oder des Chefs der für die Landwirtschaft zuständigen Sektion (*Artikelüberschrift geändert*)

<sup>1</sup> Sofern die Spezialgesetzgebung nichts anderes bestimmt, kann gegen Entscheide der Chefin oder des Chefs der für die Landwirtschaft zuständigen Sektion innert 30 Tagen bei der Direktion Beschwerde eingereicht werden.

<sup>2</sup> Gegen die von ihr oder ihm gefällten Entscheide über Finanzhilfen im Bereich der Direktzahlungen und der kantonalen Hilfen, die denselben Kriterien entsprechen, kann innert 10 Tagen seit der Mitteilung bei ihr oder ihm Einsprache erhoben werden.

<sup>3</sup> Die Einsprache muss schriftlich eingereicht werden und eine kurze Begründung sowie Rechtsbegehren enthalten.

**Art. 33 al. 1** (modifié)

Décisions du directeur ou de la directrice (*titre médian modifié*)

<sup>1</sup> Toute décision du directeur ou de la directrice peut, dans les trente jours, faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal.

**Art. 36 al. 1** (abrogé)

<sup>1</sup> Abrogé

7.

L'acte RSF 917.1 (Loi sur les améliorations foncières (LAF), du 30.5.1990) est modifié comme il suit:

**Art. 5 al. 1** (modifié), **al. 3** (inchangé) [DE: (modifié)]

<sup>1</sup> Grangeneuve est considéré comme le service chargé des améliorations foncières agricoles et viticoles et le Service des forêts et de la nature, celui à qui incombent les améliorations forestières.

<sup>3</sup> Chacun dans son domaine:

... (*énumération inchangée*)

**Art. 14 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> Lors de l'élaboration de projets d'améliorations foncières, Grangeneuve ou le Service des forêts et de la nature assure la coordination avec les services et les commissions cantonales que concernent ces projets.

**Art. 152 al. 2** (modifié)

<sup>2</sup> Les chemins alpestres sont aménagés sous la surveillance de Grangeneuve ou du Service des forêts et de la nature, selon qu'ils desservent de manière prépondérante des alpages ou des forêts.

**Art. 193 al. 1** (modifié)

<sup>1</sup> La demande de subvention est adressée à Grangeneuve.

**Art. 33 Abs. 1** (geändert)

Entscheide der Direktorin oder des Direktors (*Artikelüberschrift geändert*)

<sup>1</sup> Gegen Entscheide der Direktorin oder des Direktors kann innert 30 Tagen beim Kantonsgericht Beschwerde eingereicht werden.

**Art. 36 Abs. 1** (aufgehoben)

<sup>1</sup> Aufgehoben

7.

Der Erlass SGF 917.1 (Gesetz über die Bodenverbesserungen (BVG), vom 30.5.1990) wird wie folgt geändert:

**Art. 5 Abs. 1** (geändert), **Abs. 3** (geändert) [FR: (unverändert)]

<sup>1</sup> Grangeneuve wird als für die landwirtschaftlichen und rebbaulichen Bodenverbesserungen zuständig betrachtet, das Amt für Wald und Natur ist für die forstwirtschaftlichen Bodenverbesserungen zuständig.

<sup>3</sup> Beide Ämter haben in ihrem jeweiligen Bereich die folgenden Aufgaben:

... (*Aufzählung unverändert*)

**Art. 14 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Bei der Ausarbeitung von Bodenverbesserungsprojekten stellt Grangeneuve oder das Amt für Wald und Natur die Koordination mit den von den Projekten betroffenen Diensten und kantonalen Kommissionen sicher.

**Art. 152 Abs. 2** (geändert)

<sup>2</sup> Die Alpwege werden unter der Aufsicht von Grangeneuve oder des Amtes für Wald und Natur angelegt, je nachdem, ob sie vorwiegend die Alpweiden oder die Bergwälder erschliessen.

**Art. 193 Abs. 1** (geändert)

<sup>1</sup> Das Gesuch um Beitragsgewährung ist an Grangeneuve zu senden.



**Art. 194 al. 1 (modifié)**

<sup>1</sup> La subvention est versée après la reconnaissance des travaux et la vérification du décompte final par le Grangeneuve.

**Art. 195 al. 1 (modifié)**

<sup>1</sup> En principe, Grangeneuve requiert une mention au registre foncier ou la modification d'une mention existante.

**Art. 208 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 3 (nouveau)**

<sup>1</sup> Les décisions qui ne peuvent pas faire l'objet d'une opposition (art. 197) ou d'un recours à la Commission (art. 203) sont sujettes à recours auprès de la Direction.

<sup>2</sup> Sont susceptibles d'un recours au Tribunal cantonal, dans les trente jours suivant l'assemblée, les décisions de l'assemblée constitutive et de l'assemblée générale d'un syndicat.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la procédure est réglée par code de procédure et de juridiction administrative.

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Art. 194 Abs. 1 (geändert)**

<sup>1</sup> Der Beitrag wird nach der Werkabnahme und nach der Prüfung der Schlussabrechnung von Grangeneuve überwiesen.

**Art. 195 Abs. 1 (geändert)**

<sup>1</sup> In der Regel verlangt Grangeneuve eine Anmerkung im Grundbuch oder die Änderung einer bestehenden Anmerkung.

**Art. 208 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (geändert), Abs. 3 (neu)**

<sup>1</sup> Entscheide, gegen die nicht Einsprache (Art. 197) oder Beschwerde an die Kommission (Art. 203) erhoben werden kann, können bei der Direktion angefochten werden.

<sup>2</sup> Gegen Beschlüsse der Gründungsversammlung und der Generalversammlung einer Körperschaft kann innert dreissig Tagen seit der Versammlung beim Kantonsgericht Beschwerde geführt werden.

<sup>3</sup> Im Übrigen wird das Verfahren im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege geregelt.

**III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**IV.**

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum

Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.